



Investir dans les populations rurales

## Conseil d'administration

Cent trente-huitième session

Rome, 10-11 mai 2023

---

# Rapport sur la visite de pays effectuée en 2022 par le Conseil d'administration du FIDA en République de Sierra Leone

---

Cote du document: EB 2023/138/INF.3

Date: 18 avril 2023

Distribution: Publique

Original: Anglais

### **POUR: INFORMATION**

**Mesures à prendre:** Le Conseil d'administration est invité à prendre note du rapport sur la visite de pays de 2022 en République de Sierra Leone, tel qu'il figure dans le présent document.

---

---

### **Questions techniques:**

**Participants à la visite de pays du Conseil d'administration organisée par M. Yaya O. Olaniran**

Ministre et

Représentant permanent de la

République fédérale du Nigéria

auprès des organismes des Nations Unies

chargés des questions d'alimentation et d'agriculture à Rome

---

# Rapport sur la visite de pays effectuée en 2022 par le Conseil d'administration du FIDA en République de Sierra Leone

## A. Contexte

1. Pays à faible revenu, la Sierra Leone occupe le 182<sup>e</sup> rang du classement de l'indice de développement humain. Selon l'indice de pauvreté multidimensionnelle du Programme des Nations Unies pour le développement, environ 60% de la population est pauvre. Six ménages sur dix souffrent d'insécurité alimentaire. Le pays compte environ 7,5 millions d'habitants et a enregistré un taux de croissance annuel moyen de 3,2% entre 2004 et 2015. Son profil démographique est caractérisé par une population jeune, dont 40,9% ont moins de 15 ans et 80% moins de 35 ans. Seulement 3,5% de la population est âgée de 65 ans et plus.
2. Avant la pandémie de maladie à coronavirus 2019 (COVID-19), le taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) pour 2020 avait été provisoirement établi à 4,5%. Toutefois, par suite de la pandémie, le taux de croissance réel est retombé à 2%, sous l'effet du déclin de la demande extérieure pour les principaux produits d'exportation, en particulier les diamants, et de la baisse de la production dans les secteurs de l'exploitation minière, des transports, du commerce et du tourisme. Depuis que le Gouvernement a assoupli les restrictions liées à la COVID-19 vers la fin de 2021 et au cours de 2022, la production et la croissance sont reparties à la hausse. Cette reprise s'est traduite par un taux de croissance du PIB de 4,0% en 2021<sup>1</sup>. Selon le Fonds monétaire international, le taux de croissance réel du PIB pour 2023 devrait s'établir à 3,3%<sup>2</sup>.
3. L'aggravation de la pression inflationniste en 2022 s'explique principalement par la hausse des prix mondiaux des denrées alimentaires et des carburants et ses répercussions sur les prix intérieurs, combinées à la dépréciation du taux de change résultant de la guerre en Ukraine et de la dévaluation rapide de la monnaie nationale encore en cours. L'inflation est passée de 8,9% à 29,1% entre mars 2021 et septembre 2022<sup>3</sup>. La dette publique a atteint 76,9% du PIB à cause du déficit budgétaire chronique, ce qui a encore réduit la marge de manœuvre budgétaire. Un tel niveau d'endettement – l'un des plus élevés d'Afrique subsaharienne – n'avait pas été atteint depuis 2008, date à laquelle la Sierra Leone avait obtenu un allègement de sa dette au titre de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés. Le paiement des intérêts absorbe une part importante des recettes en raison du coût élevé de la dette publique intérieure<sup>4</sup>.
4. Principal secteur d'activité économique du pays, l'agriculture a contribué respectivement à 55,2% et à 56,6% du PIB en 2019 et 2020. Elle constitue le secteur le plus important de l'économie sierra-léonaise, emploie 62% de la main-d'œuvre et génère 22% des recettes d'exportation. Néanmoins, seule une petite part des dépenses publiques est consacrée à ce domaine (2,44% entre 2014 et 2019). L'agriculture est pourtant le pilier du pays qui, fort d'une superficie d'environ 5,4 millions d'hectares de terres arables, de terres agricoles abondantes, d'écosystèmes variés, de sols fertiles et de précipitations suffisantes, offre un terrain particulièrement favorable à la hausse des investissements agricoles.
5. Malgré ces atouts, plus de 4,7 millions de personnes souffrent d'insécurité alimentaire (dont un peu moins d'un million sont en situation d'insécurité alimentaire grave), et plus de 3,3 millions d'entre elles vivent en milieu rural.

<sup>1</sup> Taux de croissance réel du PIB pour 2021 et 2022 tirés du rapport statistique national « *Statistics Sierra Leone* », voir [https://www.statistics.sl/images/StatisticsSL/Documents/gdp/gdp\\_2021/GDP\\_Report\\_2021\\_2022.pdf](https://www.statistics.sl/images/StatisticsSL/Documents/gdp/gdp_2021/GDP_Report_2021_2022.pdf) (en anglais seulement).

<sup>2</sup> Voir <https://www.imf.org/en/Countries/SLE#atagance> (en anglais seulement).

<sup>3</sup> Voir <https://mofsl.gov.sl/wp-content/uploads/2023/01/Budget-Transparency-2023-25.pdf> (en anglais seulement).

<sup>4</sup> Banque mondiale. « *Economic update on Sierra Leone* » (en anglais seulement).

Au cours des cinq dernières années, plus d'un demi-million de personnes supplémentaires ont basculé dans l'insécurité alimentaire. Celle-ci touche non seulement plus de monde, mais tend aussi à prendre des formes plus graves. La prévalence de l'insécurité alimentaire grave a notamment triplé entre 2010 et 2020.

6. En outre, l'environnement dans lequel intervient le FIDA en Sierra Leone est complexe. Le pays a été successivement marqué par 11 années de guerre entre 1991 et 2001, l'épidémie d'Ebola, la pandémie de COVID-19, et les chocs sociaux et économiques qui en ont résulté. Actuellement, l'un des principaux contributeurs à la transformation agricole et au développement rural du pays est le FIDA, qui y investit plus de 130 millions d'USD dans le cadre de projets d'investissement en cours. Son programme d'options stratégiques pour le pays (2020-2025) est axé sur l'appui à la productivité des filières, la promotion d'une meilleure inclusion des femmes et des jeunes, la hausse des revenus des ménages ruraux et l'amélioration des infrastructures. Ces objectifs sont poursuivis dans le cadre de deux grands projets: le Programme de finance rurale et d'amélioration communautaire, qui permet aux ménages ruraux d'accéder aux services financiers proposés par 17 banques communautaires et 59 associations de services financiers; le Projet de développement des filières agricoles, qui vise à accroître la production et à améliorer la commercialisation du riz, de l'huile de palme, du cacao et des légumes, contribuant ainsi aux objectifs prioritaires du Gouvernement que sont l'autosuffisance en riz, la diversification des cultures et la lutte contre la pauvreté rurale.
7. **Déroulement de la visite.** Dans le cadre du programme de visites de pays annuelles du FIDA, une délégation du Conseil d'administration composée de représentants de l'Allemagne, du Canada, de la Chine, de la Côte d'Ivoire, de l'Indonésie, du Mexique et de la Suisse s'est rendue en République de Sierra Leone du 20 au 26 novembre 2022, sous la houlette du porte-parole M. Yaya O. Olaniran, Représentant permanent de la République fédérale du Nigéria auprès des organismes des Nations Unies spécialisés dans les questions d'alimentation et d'agriculture à Rome. Les membres du Conseil d'administration étaient notamment accompagnés du Vice-Président adjoint responsable du Département de la gestion des programmes (Donal Brown), du Directeur et Chef de cabinet auprès du Bureau de la Présidence et de la Vice-Présidence (Charles Tellier), du Directeur régional par intérim de la Division Afrique de l'Ouest et du Centre (Sana Jatta), de la Directrice de pays (Pascaline Barankeba), du chargé de programme de pays (Joseph Brima), du Directeur du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA (IOE) (Indran Naidoo), de la Secrétaire du FIDA par intérim (Deirdre Mc Grenra); de l'assistante chargée des services de conférence et d'interprétation (Flavia Antonelli) et de l'assistante du bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre (Nicole Guehi d'Avila).
8. Les grands objectifs de la mission étaient les suivants:
  - i) se rendre sur les lieux où des projets sont cofinancés par le FIDA et le Gouvernement sierra-léonais, afin de mieux faire connaître au Conseil d'administration les activités menées sur le terrain et de lui permettre de rencontrer les bénéficiaires, les responsables publics et autres partenaires;
  - ii) promouvoir le dialogue avec les responsables des administrations publiques nationales et locales concernant le rôle du FIDA en Sierra Leone;
  - iii) comprendre comment les politiques publiques peuvent promouvoir le développement rural;

- iv) mieux comprendre les enseignements tirés de l'évaluation de la stratégie et du programme de pays de 2020 réalisée par IOE, ce que le Gouvernement et le FIDA ont retenu de cette évaluation et comment ils s'en sont servis pour élaborer une nouvelle stratégie de pays et améliorer les résultats des projets;
- v) donner aux représentants au Conseil d'administration une vision plus globale de la situation du pays et des difficultés opérationnelles du FIDA;
- vi) offrir aux représentants au Conseil la possibilité de partager leurs avis éclairés sur des questions stratégiques et opérationnelles avec les autres des membres du Conseil d'administration, pour renforcer le rôle stratégique et de surveillance de celui-ci, qui est essentiel.

## **B. Aperçu général de la visite sur le terrain**

9. Au programme de la visite figuraient des réunions de haut niveau avec des responsables publics, notamment le Président de la République de Sierra-Leone, le Ministre principal, le Ministre de l'agriculture et des forêts et sa Vice-Ministre, la Vice-Ministre des finances, la Vice-Ministre des affaires étrangères et le Vice-Gouverneur de la Banque centrale de Sierra Leone; des visites sur le terrain dans le sud-est et le nord-ouest du pays; des discussions et des conférences avec le Coordonnateur résident des Nations Unies; des échanges avec d'autres partenaires de développement. Pendant la visite sur le terrain, les représentants au Conseil d'administration ont eu l'occasion de s'entretenir avec les bénéficiaires, des organisations paysannes, des coopératives et des représentants des services financiers en milieu rural, de petites et moyennes entreprises et des pouvoirs publics locaux. Lors de l'exposé du Directeur d'IOE et de l'équipe de pays de la Sierra Leone, au début de la visite, la délégation a pu observer les importants résultats obtenus dans le cadre des projets du FIDA (comme le nombre de bénéficiaires atteint, les services financiers établis dans les zones rurales, les hectares de terre remis en état, l'inclusion des jeunes ou le renforcement des associations villageoises). Dans le même temps, elle a pu mieux appréhender le contexte du pays en ce qui concerne la pauvreté, l'environnement politique et social résultant de 11 années de guerre brutale, les effets d'Ebola et de la COVID-19, la crise alimentaire mondiale actuelle, la perturbation des filières et la montée en flèche de l'inflation (hausse du prix de l'énergie, des denrées alimentaires et de divers intrants). Selon le cinquième rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, la Sierra Leone compte parmi les pays africains les plus vulnérables aux effets croissants des changements climatiques, et occupe le troisième rang au niveau mondial, après le Bangladesh et la Guinée-Bissau<sup>5</sup>. Ces éléments ont été confirmés lors des discussions avec les parties prenantes.
10. Les conférences et les débats ont permis de mettre en évidence les perspectives et les difficultés à venir pour le FIDA dans le cadre de son programme de pays en Sierra Leone. Par exemple, IOE a souligné la nécessité de resserrer les liens avec les marchés et d'approfondir l'impact en faveur du développement en renforçant les connexions dans les filières. D'autres constatations issues de l'évaluation concernaient le besoin continu de renforcer le ciblage et d'accélérer la diversification agricole dans l'intérêt d'une meilleure nutrition et d'une plus grande résilience économique.
11. Il a été noté qu'au vu de ses capacités, le petit bureau sur le terrain n'était pas parvenu à tirer tous les enseignements de l'exécution du programme pour éclairer l'élaboration des politiques publiques et renforcer les activités hors prêts, dans un pays où la capacité des pouvoirs publics laissait encore à désirer. Les visites sur le terrain ont offert de nombreuses occasions de relever et d'aborder certains de ces enseignements avec les parties prenantes et les responsables. La délégation s'est

<sup>5</sup> Voir [https://unfccc.int/sites/default/files/resource/SierraLeone\\_iNAP\\_Final.pdf](https://unfccc.int/sites/default/files/resource/SierraLeone_iNAP_Final.pdf).

félicitée de la grande importance accordée par le Gouvernement à l'éducation, à la jeunesse et aux générations futures. De son côté, le Gouvernement a reconnu la nécessité d'accorder plus d'attention à la sécurité alimentaire, à l'agriculture et à l'adoption d'une approche pour les systèmes alimentaires de demain. La délégation a noté et apprécié le niveau élevé d'harmonie interreligieuse de la société et la priorité donnée à l'avancement des femmes (une loi sur l'égalité femmes-hommes et l'avancement des femmes venait d'être adoptée avant la visite). Ces atouts faisaient écho à l'énergie et à l'esprit d'initiative dont avaient fait preuve les parties prenantes rencontrées lors des visites sur le terrain, en particulier les femmes rurales, malgré la persistance des inégalités.

12. Avec l'appui du Coordonnateur résident des Nations Unies, la délégation a rencontré le Ministre de l'agriculture et des forêts et la Vice-Ministre des finances avant de se rendre sur le terrain, afin d'avoir une première discussion sur la collaboration entre la Sierra Leone et le FIDA. Le Gouvernement a souligné qu'il importait de s'engager à agir sur le plan politique pour assurer le suivi des stratégies favorables aux pauvres et renforcer la priorité accordée à l'agriculture, sans oublier la santé et l'éducation. Au nombre des domaines mis en exergue figuraient l'autosuffisance en riz (que le pays importait actuellement en importantes quantités malgré un habitat naturel favorable à sa production), la diversification des cultures, le développement de l'élevage, l'intensification de la production (notamment grâce au renforcement des infrastructures, à la mécanisation, à la numérisation et à l'appui du secteur privé) et la gestion durable des forêts et de la biodiversité. Il fallait accroître de manière cohérente les ressources budgétaires allouées à ces domaines (qui représentaient alors 3% du budget national 2022<sup>6</sup>, soit bien en deçà de l'objectif de 10% fixé à Maputo). Les infrastructures médiocres et sous-développées et les faibles capacités des agriculteurs exigeaient un appui considérable, notamment pour augmenter le taux d'adoption des nouvelles technologies agricoles et des pratiques de gestion agricole améliorées. L'accès des jeunes (notamment les jeunes femmes) aux services financiers était considéré comme particulièrement difficile, et la banque faïtière, appuyée par le FIDA, était jugée essentielle dans les zones rurales. En outre, il était important de disposer de données plus nombreuses et de meilleure qualité (numérisation) pour promouvoir le développement du secteur.
13. Les responsables publics ont indiqué que le pays subissait déjà les effets des changements climatiques, et que l'accès aux financements associé à une action climatique concertée était donc capital. Ils ont constaté que les crises alimentaire et énergétique mondiales faisaient des ravages dans le pays et se traduisaient déjà par une augmentation des prix des importations (carburants ou engrais minéraux), un besoin accru de subventions, une perte de recettes fiscales et de nouveaux problèmes dans les chaînes d'approvisionnement. Il était en outre essentiel de renforcer la coordination entre pouvoirs publics et partenaires internationaux dans le secteur agricole, et de tirer parti de la coopération Sud-Sud et triangulaire (par exemple dans la riziculture) pour améliorer la conception des politiques.
14. Du 21 au 24 novembre, la délégation s'est rendue dans les zones d'intervention de différents projets en cours dans le sud-est et le nord-ouest du pays, notamment:
  - i) le village de Bendu (district de Bo), où dans le cadre du Projet de développement des filières agricoles, une communauté avait reçu un appui pour remettre en état 10 hectares de marécages dans les vallées intérieures et instaurer une agriculture climato-compatible;

<sup>6</sup> Voir [https://mofsl.gov.sl/wp-content/uploads/2021/12/Budget-Speech\\_FY20221.pdf](https://mofsl.gov.sl/wp-content/uploads/2021/12/Budget-Speech_FY20221.pdf).

- ii) le village de Kalia (district de Kenema), où grâce au recours à une approche climato-compatible dans le cadre du Projet de développement des filières agricoles, un appui était apporté à la mise en valeur de 11 hectares de plantations de palmiers à huile;
  - iii) le centre d'appui aux entreprises agricoles de Nonguwa (district de Kenema), où dans le cadre du Projet de développement des filières, un appui était apporté sous forme d'outils de production (motoculteurs, outils agricoles de base, repiqueuse), d'équipements post-récolte (moissonneuse-batteuse, batteuse, rizerie, épierreuse, humidomètre, balances) et d'activités de renforcement des capacités (élaboration de plans d'activité, amélioration des pratiques agricoles, agriculture à vocation commerciale);
  - iv) le village de Lungi (district de Port Loko), où un grand groupe de maraichères avait reçu 15 mini-motoculteurs fournis avec leurs accessoires, un séchoir à légumes, un générateur de 15 kilovoltampères et des outils agricoles élémentaires locaux;
  - v) le village de Mile 91 (district de Tonkolili), où exerçait l'une des banques communautaires rurales les plus performantes du pays.
15. La délégation a particulièrement apprécié les occasions de discuter en comité réduit avec des petits exploitants, des responsables publics, des membres d'associations villageoises, des entrepreneurs, des femmes, des jeunes et des agriculteurs handicapés – échanges qui lui avaient permis de mieux comprendre les moyens d'existence des populations rurales, leurs problèmes et les enseignements à en tirer. Les visites ont mis en évidence le besoin impérieux d'augmenter et de diversifier durablement la production des petits exploitants ruraux, de renforcer les filières régionales et locales et d'améliorer la qualité des denrées alimentaires.

### **C. Impact des investissements du FIDA**

16. Jusqu'à présent, les investissements du FIDA en faveur de l'accès aux services financiers en milieu rural ont bénéficié à 245 000 ménages grâce à des banques communautaires fonctionnelles. Celles-ci fournissent des services financiers de base dans les zones rurales, où les banques commerciales hésitent à exercer leurs activités en raison de coûts de transaction élevés. Les associations de services financiers nouvellement créées, qui sont des institutions financières détenues et gérées par la communauté, permettent de mobiliser l'épargne sous forme de capitaux propres par la vente d'actions et de l'octroyer sous forme de prêts à des entreprises locales. Elles améliorent l'accès des agriculteurs, des agents de l'administration publique, des petits commerçants et d'autres entreprises rurales aux services financiers. Les banques communautaires et les associations de services financiers ont offert de nouvelles possibilités d'emploi aux jeunes ruraux instruits. Elles ont amélioré les revenus et le niveau de vie des communautés rurales.
17. En partenariat étroit avec le Gouvernement sierra-léonais, l'appui du FIDA au Projet de développement des filières agricoles a permis aux agriculteurs de mieux s'intégrer dans les filières. Au total, 3 000 ménages d'exploitants agricoles ont bénéficié d'un accès à la propriété foncière et d'activités de production axées sur les palmiers à huile. L'investissement du FIDA dans l'établissement d'une plantation de palmiers à huile a contribué à reboiser les zones qui avaient souffert de la déforestation entraînée par la riziculture auparavant pratiquée dans les zones rurales. Les exploitants ont été encouragés à adopter des approches agricoles climato-compatibles, grâce auxquelles ils ont pu faire pousser des palmiers à huile, d'autres cultures et des arbres *Gliricidia* sur une même parcelle. Plus de 1 500 ménages agricoles ont adopté une approche semblable et ont ainsi pu accéder à la propriété foncière et à des variétés améliorées de cacao dans les principales zones de cacaoculture de plusieurs districts. Grâce à l'accès amélioré des communautés aux services financiers en milieu rural, certaines installations de

transformation (comme le broyage de l'huile de palme) et services logistiques (comme les motocyclistes) ont contribué à rapprocher les producteurs des consommateurs.

18. L'appui du FIDA à 30 organisations paysannes dirigées par des femmes a permis à ces dernières d'élargir leur base de production et d'augmenter la valeur des légumes cultivés. Le groupe a planté et récolté des oignons bulbeux sur 150 hectares de terres. Depuis la création d'une fédération de maraichères, les membres des organisations paysannes dirigées par des femmes ont bénéficié d'un accès collectif aux dispositifs de transformation, et ont pu ainsi allonger la durée de conservation de leurs produits. Ces avancées ont renforcé leur pouvoir de négociation lors de la commercialisation des produits et ont amélioré leur bien-être social et économique. Les instruments agricoles résilients aux changements climatiques et l'appui à la transmission des connaissances ont accéléré l'avancement des femmes et renforcé les capacités d'autogestion des organisations paysannes dirigées par des femmes.

#### **D. Facteurs déterminant l'efficacité du programme du FIDA**

19. Les problèmes de financement, y compris le manque d'accès à un financement adéquat, l'insuffisance des infrastructures, le coût relatif de la main-d'œuvre salariée, l'insuffisance des capacités, le manque d'outils appropriés et la faible mécanisation compromettent considérablement la productivité des agriculteurs ruraux en Sierra Leone. À la lumière de la visite sur le terrain et des discussions menées avec un large éventail de partenaires, la délégation a souligné les autres difficultés opérationnelles du FIDA dans le pays et les autres obstacles rencontrés par les petits exploitants ruraux, comme décrit ci-après. Elle a encouragé la direction et l'équipe de pays du FIDA à résoudre ces problèmes en collaborant avec le Gouvernement et les parties prenantes lors de la conception de projets et de l'élaboration de la prochaine stratégie de pays.
- i) **Capacités institutionnelles limitées.** Le haut potentiel de production des petits exploitants ruraux est entravé par la **faible présence et l'insuffisance des capacités** des institutions publiques à appuyer les petits exploitants et leurs organisations, notamment au moyen de la transmission des connaissances, de services de vulgarisation ou de programmes de formation au niveau local. L'accès aux méthodes permettant de mieux **mesurer les résultats a été jugé important.**
  - ii) **Services financiers en milieu rural.** Les petits exploitants agricoles des zones de projet peinent à accéder durablement aux financements. L'**accessibilité financière** et la recherche du **juste prix** peuvent encore soulever des difficultés (en particulier en raison des taux d'inflation élevés). L'acquisition de **connaissances financières et l'adoption d'outils et de stratégies de gestion des risques** en période de ralentissement économique gardent tout leur intérêt. En outre, la **distance et la communication** posent des problèmes pour les clients des régions isolées. La satisfaction des besoins croissants des communautés rurales et des petits exploitants au fil de leur intégration verticale dans les filières reste un défi majeur auquel il faudra s'attaquer de façon moderne, numérisée et efficace. D'autres **mesures** s'imposeront pour s'assurer que les crédits octroyés restent principalement axés sur le développement de l'agriculture et que la capacité d'emprunt agricole est accrue. Il faut encore s'employer à ce que d'autres banques suivent l'exemple et proposent leurs services aux petits exploitants ruraux.
  - iii) **Priorités et ciblage.** Les ressources disponibles étant limitées, le FIDA doit disposer d'une approche solide en matière de ciblage. Il s'agit notamment d'examiner comment les projets du FIDA peuvent bénéficier de l'appui d'autres **partenaires** (tels que le Programme alimentaire mondial) pour

mieux cibler les groupes mal desservis qui ont le potentiel de développer leurs activités – en particulier les femmes touchées par la guerre civile ou la pandémie.

- iv) **Pérennisation des projets et reproduction à plus grande échelle.** Garantir la pérennité des avantages des projets et reproduire à plus grande échelle les initiatives réussies dans des filières sont des tâches complexes. En outre, il convient de tirer pleinement profit du potentiel des partenariats public-privé et d'améliorer l'information sur les marchés, la transmission de connaissances et la vulgarisation.
- v) Il reste difficile d'obtenir en temps voulu un **financement de contrepartie de la part du Gouvernement**, qui constitue la base du partenariat et de l'appropriation et qui permet d'atteindre **les** résultats du programme.
- vi) **Liens avec le marché et le secteur privé.** Pour renforcer les filières au profit des petits exploitants ruraux, il faut s'employer à relier plus étroitement ces derniers aux consommateurs et à atténuer leur dépendance à l'égard des négociants pour, en fin de compte, réduire la dépendance envers l'État et les donateurs. Il est **urgent** d'obtenir une plus grande participation du secteur privé aux fins du renforcement des filières.
- vii) **Participation et autonomisation des femmes et des jeunes.** La création de possibilités d'emploi pour de nombreux jeunes est une difficulté majeure. Dans les zones rurales, le choix et la mise en œuvre des moyens d'intervention seront essentiels. Il s'agit notamment des types de formation qui répondent aux besoins du marché et encouragent les jeunes à devenir des acteurs économiques et des décideurs. Le degré d'attention accordé aux besoins des femmes influe considérablement sur l'impact du FIDA.
- viii) Le **renforcement de la diversification des cultures et des investissements** reste problématique, étant donné l'attention et la priorité accordées à des produits tels que le riz et l'huile de palme. Il convient pourtant de diversifier **davantage** la production pour accroître la résilience des agriculteurs face aux chocs économiques et climatiques. Le renforcement des marchés et des filières à cette fin est tout aussi fondamental. La diversification est également essentielle à l'amélioration de la nutrition. L'absence d'un environnement favorable adéquat et d'incitations appropriées, notamment l'incohérence des incitations destinées aux donateurs, compromet l'efficacité du programme du FIDA.
- ix) **Graves répercussions des changements climatiques, de la déforestation et de la perte de biodiversité.** La lutte contre les pratiques agricoles nuisibles à l'environnement qui conduisent à la déforestation et à la perte de biodiversité est un enjeu majeur, en particulier dans un pays déjà en proie aux effets des changements climatiques.
- x) **Insuffisance des investissements dans les routes rurales, l'irrigation, l'eau et l'électricité.** Le manque d'investissement dans les pistes (routes de desserte), l'irrigation, l'eau et l'électricité en milieu rural entrave la croissance agricole durable et la transformation rurale.

## **E. Capacités du FIDA en matière de participation à l'élaboration des politiques**

- 20. Comme confirmé lors de la visite de pays, une collaboration étroite et un partenariat solide entre le Gouvernement sierra-léonais et le FIDA, ainsi qu'avec d'autres acteurs du développement actifs sur le terrain sont essentiels. Des mécanismes de coordination peuvent exister, mais les acteurs concernés ne se rencontrent pas assez souvent pour instaurer des relations de confiance, faciliter les partenariats et optimiser les effets de synergie. La mise en place d'une



plateforme de travail standard qui facilite la coordination, la collaboration et la concertation sur les politiques reste une tâche importante pour le Ministère de l'agriculture et des forêts. Le FIDA devrait favoriser l'accélération de la mise en œuvre des bons plans et des bonnes stratégies.

21. En renforçant la capacité du bureau de pays à coopérer avec d'autres partenaires des Nations Unies et donateurs en Sierra Leone, le FIDA favoriserait la mise à profit des travaux menés dans le domaine de l'agriculture et de la sécurité alimentaire, où l'impact pourrait être amplifié par une meilleure coordination entre partenaires et donateurs, une collaboration plus étroite avec les organismes ayant leur siège à Rome et une concertation renforcée avec le Gouvernement.
22. En outre, la délégation a constaté que le FIDA et le Ministère de l'agriculture et des forêts avaient de toute évidence d'importants enseignements à partager, dont ils pourraient se servir pour amplifier les résultats et améliorer la cohérence des interventions. Ces enseignements pouvaient dépasser le cadre de la conception des projets. Le FIDA devrait trouver des moyens plus concrets et plus directs de partager son expérience et de mettre les connaissances au service d'une meilleure contribution à l'élaboration des politiques gouvernementales. Le bureau régional apportait certes un appui important, mais le FIDA devait avant tout se mobiliser plus activement et plus durablement dans le pays pour établir des relations avec le Ministère de l'agriculture et des forêts et d'autres institutions publiques. Si le Gouvernement donnait la priorité aux progrès dans l'agriculture, alors le bureau du FIDA devait être en mesure de participer efficacement à la concertation sur les politiques, éventuellement en s'associant à d'autres partenaires internationaux.

## F. Recommandations

23. Lors de sa courte visite à Freetown et des autres échanges menés dans les régions avec des responsables publics, des agriculteurs et d'autres parties prenantes, des organismes d'exécution et des partenaires de développement actifs dans les domaines de l'agriculture, du développement rural et des services financiers en milieu rural, la délégation a réuni de riches informations dans le cadre d'échanges et de débats constructifs. En particulier:
  - i) Elle se félicite de la **plus grande attention accordée à l'agriculture et au développement rural**, qui se reflète notamment dans les allocations budgétaires du Gouvernement sierra-léonais. L'importance d'une **plus grande appropriation** des politiques et des projets **par l'ensemble des pouvoirs publics**, et des acteurs du secteur agricole en général, exige des engagements de la part du Ministère de l'agriculture et des forêts, mais aussi des autres ministères concernés (finances, travail, infrastructures et transports, entre autres).
  - ii) Elle salue l'engagement du Gouvernement à respecter les accords de **cofinancement**, qu'elle considère comme un reflet des relations de partenariat et de la responsabilité du Gouvernement.
  - iii) Elle reconnaît que la **participation des petits exploitants et des associations locales** est un atout essentiel au développement rural, qui renforcera et multipliera les avantages au profit des communautés, notamment grâce au rôle précieux des associations et des réseaux de femmes qui continuent d'investir.
24. Les recommandations ci-après, formulées à l'intention du FIDA, du Gouvernement et des parties prenantes, sont fondées sur l'ensemble des constats suivants:
  - **S'aligner sur les stratégies nationales** et établir des connexions entre elles, notamment entre les stratégies nationales en faveur de la transformation des systèmes alimentaires et les initiatives liées à l'environnement et aux changements climatiques.

- Poursuivre le **renforcement des capacités des agriculteurs** concernant les cultures **qui favorisent l'intensification et la diversification** de la production et **réduisent la dépendance** à l'égard des importations.
- **Soutenir l'application de la nouvelle stratégie nationale pour l'inclusion financière 2022-2026, en mettant l'accent sur les femmes et les jeunes.**
- **Acheminer davantage de financements dans les zones rurales au profit des petits exploitants et du développement des filières agricoles.** Continuer donc à appuyer les services financiers en milieu rural pour satisfaire les besoins des petits exploitants, améliorer l'accès aux services des agriculteurs ruraux et des acteurs des filières et augmenter le volume de financements qui leur est destiné. **Professionnaliser** en outre ces services par le recours à des spécialistes au fait des enjeux agricoles.
- Améliorer l'infrastructure numérique dans les zones rurales à l'appui d'une meilleure **standardisation et d'une numérisation croissante des services**, afin d'améliorer l'accès aux financements et à l'assistance technique et de gagner en efficacité.
- Sélectionner et appuyer plus efficacement **les initiatives réussies à reproduire à plus grande échelle dans les filières, en accordant une attention particulière à la prospection de nouveaux marchés et à la qualité des produits.**
- **Renforcer la collaboration avec les autres organismes des Nations Unies**, notamment le Programme alimentaire mondial et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, et avec d'autres institutions financières internationales telles que la Banque mondiale, la Banque africaine de développement ou le Fonds monétaire international, en particulier en ce qui concerne la programmation complémentaire conjointe et la réduction des incohérences.
- Poursuivre l'établissement d'une **plateforme de travail** efficace qui favorise la coordination, la collaboration et la concertation sur les politiques entre d'une part le Gouvernement sierra-léonais et d'autre part le FIDA, les partenaires ou les donateurs (y compris les organismes ayant leur siège à Rome) et le **Coordonnateur résident des Nations Unies**, qui joue un **rôle d'appui et d'encadrement.**
- Renforcer **l'analyse et la diffusion des informations sur les marchés et les risques**, la transmission des connaissances et la **consolidation des compétences et des capacités dans les institutions rurales et communautaires**, concernant notamment les services de conseil agricole aux exploitants.
- **Bien prendre en compte la pérennité** des initiatives, le **Gouvernement jouant un rôle clé** à cet égard.
- Promouvoir un environnement favorable à l'établissement de partenariats public-privé-producteurs.
- Revoir, moderniser et rationaliser le modèle d'activité et la structure de gouvernance du **système bancaire faitier**, afin de mieux satisfaire les besoins croissants des communautés rurales et des petits exploitants agricoles à mesure qu'ils développent leur activité.

## **G. Conclusions**

25. Le Gouvernement et les communautés de la Sierra Leone sont fermement résolus à lutter contre la pauvreté rurale. Si l'implication de longue date du FIDA dans le pays est très appréciée, elle offre également un terrain favorable au renforcement et à la poursuite des relations de partenariat.
26. La délégation a salué le ferme engagement et la collaboration active des parties prenantes dans les zones rurales, en particulier des femmes. Malgré leur lot de problèmes et de difficultés, les populations, et surtout les femmes, ont non seulement misé sur l'agriculture, les activités économiques et l'éducation de leurs enfants, mais aussi sur le travail collectif. Il convient d'en tirer parti.
27. La paix, la réduction de la fragilité, la mise en place d'institutions fonctionnelles et d'un environnement propice au développement économique et rural sont les clés du succès. Une bonne gouvernance qui crée un environnement stable facilite l'exécution des projets.

## **H. Remerciements**

28. Les membres du Conseil d'administration ayant participé à la mission souhaitent remercier tout d'abord le Président de la République de Sierra Leone, son Gouvernement et son personnel administratif, en particulier du Ministère de l'agriculture et des forêts et du Ministère des finances, ainsi que le peuple sierra-léonais pour leur hospitalité et leur engagement à faire de cette visite un succès. Nous tenons à saluer le remarquable travail de l'équipe du FIDA, qui a organisé la visite et s'est tenue à nos côtés. Nous remercions l'ensemble des personnes, des groupes et des associations communautaires pour le temps qu'ils nous ont consacré et pour leur participation active aux discussions sur leurs propres difficultés et les enseignements à en tirer. Par ailleurs, nous adressons toute notre gratitude aux veuves qui nous ont raconté comment, après les pertes tragiques dues à la guerre et à Ebola, le FIDA avait changé leur vie. Malgré maintes difficultés, la ferme résolution des personnes que nous avons rencontrées à bâtir un avenir meilleur est source d'inspiration et d'espoir. Enfin, au nom de toute l'équipe, merci à notre porte-parole d'avoir animé la visite en ayant toujours su trouver le mot juste.